



**DIRECTION GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE À LA FABRIQUE DE LA VILLE
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE**

DÉPARTEMENT DES MOBILITÉS

DIRECTION DES SERVICES DE MOBILITÉ

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS SERVICE

RÉALISATION D'ENQUÊTES ET D'ÉTUDES DE STATIONNEMENT

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

Procédure formalisée

(Article R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique)

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la réalisation des enquêtes du type interview/questionnaires et stationnement par des enquêteurs ou par des outils automatisés (tablette, dictaphone ou compteur pneumatique), ainsi que sur la réalisation d'études de stationnement sur le territoire de Nantes Métropole.

À titre accessoire et dans le cadre de ses conditions d'exécution, le lot 1 comportera une prestation relative à l'insertion professionnelles des publics en difficulté.

1.2 - Nomenclatures

Famille – nomenclature achats interne	ETS11 – Études conseils et assistance sur le stationnement et la circulation
Code CPV	79311200-9 – Services de réalisation d'enquêtes 79313000-1 – Services d'évaluation des performances 79311000-7 – Services d'études

ARTICLE 2 – Caractéristiques du marché

2.1 – Mode de consultation

Appel d'offres ouvert (procédure formalisée soumise aux articles R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique).

2.2 – Forme et décomposition du marché

Les prestations sont réparties en 3 lots décomposés comme suit :

Lot et intitulé	Montant maximum sur la durée totale du marché
1 – Enquêtes occupation simple et occupation/rotation	450 000 € HT
2 – Enquêtes interviews - questionnaires	200 000 € HT
3 – Études de stationnement	300 000 € HT

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Lot 1 – Enquêtes occupation simple et occupation/rotation et lot 2 enquêtes interviews – questionnaire :

Chaque marché se présente sous les traits d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, dénué de tout montant minimum.

Lot 3 – Études de stationnement :

Le marché se présente sous les traits d'un accord-cadre multi-attributaires (2 maximum, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats), donnant lieu à la passation de marchés subséquents. Il est dénué de tout montant minimum.

2.3 – Insertion professionnelle

Seul le lot 1 "Enquêtes occupation simple et occupation/rotation" est concerné.

Nantes Métropole est engagée dans une démarche volontaire de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion. Le cahier des charges du présent marché intègre une condition d'exécution liée à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi, en application des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la commande publique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières, selon le nombre d'heures minimal d'insertion défini à l'acte d'engagement du lot 1.

Les modalités de mise en œuvre sont précisées au CCAP.

Pour tout renseignement complémentaire relatif à l'insertion professionnelle, il est possible de contacter la Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales :

Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales de Nantes Métropole
Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables

2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9

Tél. : 02 40 99 32 91 - clausesociale@nantesmetropole.fr

Le candidat développera les dispositifs qu'il prévoit de mettre en œuvre pour favoriser l'insertion professionnelle, en facilitant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes en difficulté. Dans la mesure du possible, des exemples d'actions menées dans le cadre d'autres marchés pourront être présentés.

2.4 – Durée du marché

Lot 1 – Enquêtes occupation simple et occupation/rotation :

Le marché est conclu pour une durée 2 ans et prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2025, ou, s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être reconduit 1 fois, dans les mêmes termes, pour une période de 2 ans.

Lot 2 – Enquêtes interviews – questionnaires et lot 3 – Études de stationnement :

Le marché est conclu pour une durée maximum de 4 ans et prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2025, ou, s'il n'était pas notifié avant cette date, à compter de sa date de notification.

2.5 – Variantes facultatives et obligatoires

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.6 – Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)

Aucune PSE n'est prévue.

2.7 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- ✖ Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe « Dématérialisation »
- ✖ L'acte d'engagement (AE) correspondant à chaque lot et leurs annexes
- ✖ Les cahiers des clauses administratives particulières (CCAP) correspondant à chaque lot
- ✖ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) correspondant à chaque lot (et son annexe pour le lot 1)
- ✖ Les bordereaux des prix unitaires (BPU) et les détails quantitatifs estimatifs (DQE) assortis (lots 1 et 2)
- ✖ Le bordereau de prix unitaires plafonds (BPUP) et le détail quantitatif estimatif (DQE) assorti (lot 3).

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 – Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R.2161-4 du Code de la commande publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Seule la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres est ouverte. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

4.1 - Contenu de l'offre électronique par lot

Lot 1 – Enquêtes occupation simple et occupation/rotation

et

Lot 2 – Enquêtes interviews – questionnaires :

Pièces à produire au titre de l'offre (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
<p>L'acte d'engagement (AE), dûment complété par les représentants habilités par les entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat</p>
<p>Les bordereaux des prix unitaires (BPU) et les détails quantitatifs estimatifs (DQE) associés, dûment complétés (il est précisé que le DQE est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i></p>
<p>Un mémoire technique (il est recommandé de respecter un maximum de 50 pages + annexes éventuelles) au sein duquel le candidat précisera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le mode opératoire et l'organisation mis en place par le candidat pour la réalisation des différents types de prestations indiquées, ainsi que le mode de recrutement et de formation des enquêteurs. • Les moyens techniques et matériels utilisés pour la réalisation des relevés par type d'enquête. Pour chaque cas, présenter les moyens utilisés pour le traitement de données (logiciel, physique). • Les moyens humains mobilisés pour chaque type de prestation. Présentation de l'équipe interne dédiée (nombre de personnes, CV et leur organisation) à la réalisation de la prestation ainsi que le nombre d'encadrant, de superviseur et d'enquêteur, mobilisés par nombre de place relevée • Une trame ou exemple concret de livrable pour chaque type de prestation, composé par des représentations visuelles (graphiques, cartes, tableaux et autre) ainsi que des analyses de résultats. • Un exemple de la composition de la base de données rendue à la fin de chaque prestation (notamment la table SIG, ainsi que les résultats bruts de l'enquête pour le lot 1) • Une note environnementale décrivant les mesures en termes de développement durable proposées par le candidat pour la réalisation des prestations. Ces mesures sont à illustrer par des exemples de proposition de matériels et modes de déplacements (peut également être complété par un tableau multicritère.
<p>L'annexe « Données de la collectivité », dûment complétée (<u>sans que cela constitue une obligation</u>, cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)</p>
<p>L'Annexe « Données personnelles », dûment complétée</p>
<p>En cas de sous-traitance d'une part des prestations, l'annexe « déclaration sous-traitant » ou un formulaire DC4* dûment renseigné</p>
<p>En cas de co-traitance, l'annexe « Répartition co-traitants » dûment renseignée</p>

*disponible gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Lot 3 – Études de stationnement :

Pièces à produire au titre de l'offre (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
L'acte d'engagement (AE) , dûment complété par les représentants habilités par les entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
Le bordereau des prix unitaires plafonds (BPUP) et le détail quantitatif estimatif (DQE) assorti, dûment complétés (il est précisé que le DQE est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres) <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Une note méthodologique (il est recommandé de respecter un maximum de 50 pages + annexes éventuelles) au sein duquel le candidat précisera : <ul style="list-style-type: none"> • Présentation de la méthodologie et l'organisation mis en place par le candidat pour la réalisation des études de stationnement en s'appuyant sur les exemples de thématiques évoquées dans le CCTP. • Les moyens humains mobilisés pour la réalisation de prestations. Présentation de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation en indiquant leurs rôles et leurs qualités (en fournissant les curriculums vitae des personnes mobilisée) et de l'organigramme. • Présentation des CV, de l'expérience du personnel dédié à l'exécution du marché en matière d'études de stationnement réalisées sur diverses thématiques. • Une note environnementale décrivant les mesures en termes de développement durable proposées par le candidat pour la réalisation des prestations. Ces mesures sont à illustrer par des exemples de proposition de matériels et modes de déplacements et de tableaux multicritères.
L'annexe « Données de la collectivité » , dûment complétée (<u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
En cas de sous-traitance d'une part des prestations, l'annexe « déclaration sous-traitant » ou un formulaire DC4* dûment renseigné
En cas de co-traitance, l'annexe « Répartition co-traitants » dûment renseignée

*disponible gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

4.2 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)
Renseignements relatifs à la situation juridique et la capacité économique / financière du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement ♦ <i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, dès la remise de l'offre.</i>
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat et des co-traitants et sous-traitants éventuels
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles du candidat et des co-traitants et sous-traitants éventuels
Effectifs moyens annuels du candidat et pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat pour des prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

*disponible gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants.

Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens du (des) sous-traitant(s). Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.3 – Groupement d'entreprises (co-traitance)

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements pour un même lot. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché (lot).

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

4.4 – Sous-traitance

La sous-traitance totale du marché est interdite. Toutefois, le titulaire est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance sont définies aux articles R.2193-1 à 16 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 – Jugement des offres et sélection des candidatures**5.1 – Critères pondérés retenus pour le jugement des offres****Lot 1 – Enquêtes occupation simple et occupation/rotation
et****Lot 2 – Enquêtes interviews – questionnaires :**

Critères et sous-critères	Coefficient de pondération
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre :	50
<ul style="list-style-type: none"> • Approche méthodologique et organisationnelle : Évaluation des modes opératoires proposés, de leur fiabilité, de leur conformité aux exigences du marché et de la réactivité dans l'exécution des prestations. 	10
<ul style="list-style-type: none"> • Moyens humains mobilisés : Analyse de l'adéquation des effectifs dédiés, de leurs compétences et de leurs expériences pour chaque type de prestation. 	5
<ul style="list-style-type: none"> • Moyens techniques déployés : Appréciation de la pertinence des outils et équipements utilisés, ainsi que de leur efficacité dans la réalisation des prestations. 	15
<ul style="list-style-type: none"> • Qualité des livrables et restitution des résultats : Appréciation de la pertinence des informations restituées, de la clarté des représentations cartographiques, de la facilité de compréhension des livrables et de la présence de références adaptées. 	20
Valeur environnementale de l'offre appréciée au regard de la note environnementale : mesures prises en termes de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations (pertinence de mesures proposées, matériel utilisé, mode déplacement, ...)	10
Prix des prestations à l'aune du montant total HT du DQE	40

Pour chaque lot, chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement, c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lot 3 – Études de stationnement :

Critères et sous-critères	Coefficient de pondération
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du mémoire technique remis par le candidat à l'appui de son offre : <ul style="list-style-type: none"> Qualité et pertinence de la méthodologie : Analyse de la démarche que le candidat entend mettre en œuvre afin de réaliser les missions, au regard de la note méthodologique et de la note illustrée concernant les exemples de sujets présentés sur le CCTP. Pertinence des moyens humains mobilisés : Adéquation des effectifs dédiés, de leurs compétences et expérience en matière de stationnement. 	50 20 30
Valeur environnementale de l'offre appréciée au regard de la note environnementale : mesures prises en termes de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations (pertinence des mesures proposées, matériel utilisé, mode déplacement, ...)	10
Prix des prestations à l'aune du montant total HT du DQE	40

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du BPU. En cas de refus, son offre sera éliminée, jugée comme non cohérente.

5.2 – Critères intervenant pour la sélection des **candidatures**

La capacité économique et financière, l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, les capacités techniques et professionnelles.

ARTICLE 6 – Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R.2143-6 et R.2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L.2141-7 à L.2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 – Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt
cellule-gestion-mobilites@nantesmetropole.fr